

## 650.000 Européens demandent la reconnaissance de l'héritage chrétien

Article rédigé par *Fondation de service politique*, le 12 décembre 2003

Deux jours avant le sommet de Bruxelles, une délégation de parlementaires européens et de représentants de la société civile conduite par le député français Élisabeth Montfort a été reçue au Palais Chiggi par M.

Gianfranco Fini, représentant la Présidence italienne du Conseil européen. 650.000 signatures demandant l'inclusion de l'héritage chrétien de l'Europe dans le futur traité constitutionnel lui ont été remises.

Comme ils s'y étaient engagés, Elisabeth Montfort (PPE-DE France) et Philippe de Saint-Germain (Fondation de service politique) ont conduit une délégation de parlementaires européens auprès de la présidence italienne du Conseil de l'Europe.

Accompagnée par des ONG (Conventions des chrétiens pour l'Europe, Fondation de service politique, ICPE-Institute for World Evangelisation), ils ont remis au représentant du Conseil italien 650.000 signatures issues de pétitions populaires recueillies dans l'Europe des Vingt-Cinq ainsi que le soutien d'ONG comptant plus de 55 millions de membres. Parmi ces ONG figurent la Fédération européenne des Associations familiales catholiques (11 millions de familles) ou l'Union internationale des Guides et Scouts d'Europe (60.000 membres).

La demande d'inclure l'héritage chrétien dans le préambule du Traité constitutionnel est soutenue par 66 % d'Européens d'après un sondage cité par la Repubblica (Rome) du 11 décembre 2003. Selon M. Fini, seuls trois États s'opposent formellement à cette reconnaissance. M. José Ribeiro de Castro (UEN-Portugal) a fait observer que les partisans de la reconnaissance de l'héritage chrétien disposent, eux, de la double majorité, pays et population.

Philippe de Saint-Germain, délégué général de la Fondation de service politique, s'est étonné de la position française : " M. Jacques Chirac ne veut pas imaginer que "dans une négociation en vue d'adopter une Constitution avec autant de pays, un ou deux pays bloquent le progrès de l'ensemble" (Le Monde, 11/XII). Or c'est ce qu'il est en train de faire en refusant pratiquement seul de reconnaître l'héritage chrétien de l'Europe. En outre, il se recommande indûment de l'opinion du peuple français qu'il n'a pas consulté. "

Mme Montfort, qui s'est inquiétée des propositions d'intégration du droit des " minorités " dans l'article 2, sans que celles-ci soient précisément définies, a demandé expressément que la mention de l'héritage chrétien ne soit pas considérée comme une monnaie d'échange, et ne soit assortie d'aucune référence à la laïcité qui en affaiblirait la portée.

La rencontre avec la présidence italienne marque une étape dans l'élan populaire dont les députés européens et les représentants de la société civile se sont faits le porte-parole. Les pétitions individuelles et collectives n'ont pas cessé de croître tout au long des travaux de la CIG (Conférence intergouvernementale).

Quels que soient les résultats du sommet de Bruxelles, les promoteurs de la campagne de pétitions ont annoncé que leur mobilisation s'intensifiera dans les semaines à venir. Ils maintiendront leur pression pour obtenir satisfaction soit auprès des gouvernements qui devront poursuivre leurs discussions, soit auprès des Parlements nationaux qui devront se prononcer sur le traité.

> Pour la pétition française on-line, cliquez ici !

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

>